



RAPPORT FINANCIER SEMESTRIEL

30 JUIN 2013

SOMMAIRE

I.	RAPPORT D'ACTIVITE DU 1^{ER} SEMESTRE 2013	3
II.	COMPTES CONSOLIDES RESUMES AU 30 JUIN 2013	4
	COMPTE DE RESULTAT CONSOLIDE	4
	ETAT GLOBAL DES GAINS ET PERTES CONSOLIDES	4
	ETATS CONSOLIDES DE LA SITUATION FINANCIERE	5
	TABLEAU DE VARIATION DES CAPITAUX PROPRES	5
	TABLEAU DE FLUX DE TRESORERIE CONSOLIDES	6
	NOTES ANNEXES AUX ETATS FINANCIERS CONSOLIDES	7
III.	RAPPORT DES COMMISSAIRES AUX COMPTES SUR L'INFORMATION FINANCIERE SEMESTRIELLE 2013	12
IV.	DECLARATION DE LA PERSONNE PHYSIQUE RESPONSABLE DU RAPPORT FINANCIER SEMESTRIEL	13

I. RAPPORT D'ACTIVITE DU 1^{er} SEMESTRE 2013

1. Evénements importants survenus sur le semestre et leur incidence sur les comptes

Le groupe Micropole a réalisé sur le premier semestre 2013 un chiffre d'affaires de 59,4 millions d'euros, en retrait de 3,2% par rapport à la même période l'année précédente. Sur la même période et dans un contexte difficile pour l'ensemble du marché des Entreprises de Services du Numérique, le groupe enregistre un résultat opérationnel courant de 1,2 millions d'euros, représentant 2% du chiffre d'affaires, contre 3,6% au premier semestre 2012. Le résultat net s'élève quant à lui à 0,1 million d'euros, contre 0,7 million d'euros en 2012.

Les résultats 2013 ont été fortement impactés par un effet calendaire défavorable par rapport à la même période 2012, sur les deux principales zones opérationnelles. A titre indicatif, à nombre de jours équivalents, le résultat opérationnel du premier semestre 2013 aurait été comparable à celui de 2012.

Même si l'activité commerciale de l'ensemble des filiales a été soutenue et que le groupe a enregistré la signature de nombreux projets porteurs sur le semestre, le bilan par pays est contrasté :

- ä En France, les activités ont été impactées par des réductions de budget ou des décalages de projets de la part de nos clients.
- ä Après un exercice 2012 difficile, les résultats de la Suisse se sont améliorés, confirmant ainsi le redressement progressif de la filiale.
- ä Dans un environnement international complexe, l'activité au Benelux, toujours en croissance, a cependant marqué un ralentissement au second trimestre, dû en partie à l'allongement des cycles d'avant-vente et de décision sur les projets ERP.

Le groupe poursuit sa stratégie autour de ses fondamentaux historiques - valeur ajoutée et innovation - et du développement international en accélérant le déploiement de l'ensemble de ses offres et par la signature récente de nouveaux partenariats stratégiques sur ces marchés. En France, Micropole continue d'investir auprès des éditeurs du secteur, pour proposer à ses clients des offres fonctionnelles et sectorielles principalement autour du Big Data, du CRM Analytics, du Marketing Performance Management, et de solutions verticales métiers.

2. Perspectives, principaux risques et incertitudes pour le semestre à venir

Hormis les incertitudes liées à l'évolution des conditions économiques du marché, le groupe considère que les principaux risques n'ont pas subi d'évolution significative par rapport à ceux identifiés dans le document de référence 2012 déposé auprès de l'Autorité des marchés financiers le 25 juin 2013 sous le numéro D.13-0656 aux pages 60 à 62.

3. Principales transactions avec les parties liées

Il n'existe aucune transaction connue avec des parties liées au Groupe au sens de la norme IFRS à l'exception de celles décrites dans le document de référence 2012 à la page 62. Au cours des six premiers mois de l'exercice 2013, aucune nouvelle opération significative n'a été réalisée avec des entreprises associées, des actionnaires détenant un droit de vote significatif dans le capital de MICROPOLE S.A., des membres des organes de direction y compris les administrateurs et les censeurs, des entités sur lesquelles un des principaux dirigeants exerce le contrôle, un contrôle conjoint, une influence notable ou détient un droit de vote significatif.

II. COMPTES CONSOLIDES RESUMES AU 30 JUIN 2013

COMPTE DE RESULTAT CONSOLIDE

En milliers d'euros	Notes	30/06/2013 6 mois	30/06/2012 ⁽¹⁾ 6 mois	31/12/2012 12 mois
CHIFFRES D'AFFAIRES	3.1	59 390	61 049	119 589
Autres produits de l'activité		-	-	-
Achats et sous-traitance		-11 300	-9 911	-22 431
Charges de personnel	3.2	-38 566	-40 300	-78 666
Charges externes		-6 565	-6 756	-12 306
Impôts et taxes		-1 021	-1 191	-1 843
Dotations aux amortissements		-548	-427	-925
Dotations nettes aux provisions		-203	35	-22
RESULTAT OPERATIONNEL COURANT		1 187	2 499	3 396
<i>En % du chiffre d'affaires</i>		<i>2,0%</i>	<i>4,1%</i>	<i>2,8%</i>
Autres produits et charges opérationnels	3.3	-165	-710	-1 074
RESULTAT OPERATIONNEL		1 022	1 789	2 322
<i>En % du chiffre d'affaires</i>		<i>1,7%</i>	<i>2,9%</i>	<i>2,0%</i>
Coût de l'endettement financier net		-185	-206	-440
Autres produits et charges financiers		-12	76	-158
Charges d'impôt	3.4	-713	-594	-1 080
RESULTAT DES ACTIVITES POURSUIVIES		112	1 065	644
Résultat des activités abandonnées		-	-304	-608
RESULTAT DE LA PERIODE		112	761	36
<i>En % du chiffre d'affaires</i>		<i>0,2%</i>	<i>1,2%</i>	<i>0,1%</i>
Dont :				
Part attribuable aux minoritaires		0	0	0
Part attribuable aux actionnaires de la société		112	761	36
Résultat par action	3.5	0,00	0,03	0,00
Résultat dilué par action		0,00	0,02	0,00

⁽¹⁾ : retraité de l'impact des activités abandonnées sur 2012

ETAT GLOBAL DES GAINS ET PERTES CONSOLIDES

En milliers d'euros	Notes	30/06/2013 6 mois	30/06/2012 6 mois	31/12/2012 12 mois
Résultat de la période		112	761	36
Gains/pertes comptabilisés en capitaux propres				
- Différences de conversion		-129	131	-49
- Couverture de flux de trésorerie				
- Titres disponibles à la vente				
- Divers				
- Effets d'impôts				0
Total des gains et pertes de la période		-17	892	-13
Dont :				
Part attribuable aux minoritaires		0	0	0
Part attribuable aux actionnaires		-17	892	-13

ETATS CONSOLIDES DE LA SITUATION FINANCIERE

En milliers d'euros	Notes	30/06/2013	31/12/2012
ACTIF			
Total actifs non courants		61 972	62 344
Ecarts d'acquisition	4.1	53 657	54 396
Autres immobilisations incorporelles		2 168	1 624
Immobilisations corporelles		2 061	2 308
Actifs financiers non courants		1 675	1 608
Actifs d'impôt différé		2 411	2 408
Actifs destinés à être cédés		-	-
Total actifs courants		61 385	66 096
Stocks		-	-
Clients et autres débiteurs	4.2	55 162	52 809
Trésorerie et équivalents de trésorerie	4.5	6 223	13 287
TOTAL ACTIF		123 357	128 440
PASSIF			
Capitaux propres	4.3	58 258	58 501
Capital		1 298	1 298
Primes et réserves		58 112	58 376
Titres auto-détenus	4.3	-1 264	-1 209
Résultat de la période		112	36
Intérêts minoritaires		-	-
Passifs non courants		12 135	14 213
Provisions non courantes		1 077	1 005
Emprunts long terme	4.5	8 479	8 728
Autres passifs non courants		2 579	4 480
Passifs courants		52 964	55 726
Dettes financières court terme	4.5	12 980	12 275
Fournisseurs et autres créditeurs	4.4	39 532	43 048
Provisions courantes		452	403
TOTAL PASSIF		123 357	128 440

TABLEAU DE VARIATION DES CAPITAUX PROPRES

En milliers d'euros	Nombres actions	Capital	Primes	Réserves / résultats consolidés	Capitaux propres
Situation au 31/12/2011	25 957 905	1 298	72 582	-15 159	58 721
Actions propres				-50	-50
Gains/pertes capitaux propres				131	131
Résultat de la période				761	761
Situation au 30/06/2012	25 957 905	1 298	72 582	-14 317	59 563
Actions propres				-157	-157
Gains/pertes capitaux propres				-180	-180
Résultat de la période				-725	-725
Situation au 31/12/2012	25 957 905	1 298	72 582	-15 379	58 501
Actions propres				-226	-226
Gains/pertes capitaux propres				-129	-129
Résultat de la période				112	112
Situation au 30/06/2013	25 957 905	1 298	72 582	-15 622	58 258
Dont :					
Part attribuable aux minoritaires		0	0	0	0
Part attribuable aux actionnaires de la société		1 298	72 582	-15 622	58 258

TABLEAU DE FLUX DE TRESORERIE CONSOLIDES

En milliers d'euros	30/06/2013 6 mois	30/06/2012 6 mois	31/12/2012 12 mois
1 -Opérations d'exploitation			
Résultat de la période	112	1 065	644
Amortissements, dépréciations et provisions	671	268	862
-Ecart d'acquisition	-	-	-
-Immobilisations incorporelles	115	25	104
-Immobilisations corporelles	433	402	820
-Provisions	123	-159	-62
Paieement en actions	-	-	-
Résultat sur cession d'actifs non courants	4	-	37
Coût de l'endettement financier net	185	206	435
Charge d'impôt (yc impôts différés)	713	594	1 493
Marge Brute d'autofinancement	1 685	2 133	3 026
Impôts versés	-583	-1 053	-1 575
Variation du Besoin en Fonds de Roulement lié à l'activité	-6 733	-2 851	643
Flux net de trésorerie lié à l'activité opérationnelle	-5 631	-1 771	2 094
2 -Flux d'investissement			
Décaissements liés aux acquisitions d'immobilisations corporelles et incorporelles	-1 081	-758	- 1 861
Encaissements liés aux cessions d'immobilisations corporelles et incorporelles	4	-	-
Décaissements liés aux acquisitions d'immobilisations financières	-87	-116	-245
Encaissements liés aux cessions d'immobilisations financières	-	93	108
Acquisition de filiales, sous déduction de la trésorerie acquise	-251	-2 563	-2 806
Cession de filiales, sous déduction de la trésorerie acquise	-	-	-
Dividendes reçus	-	-	-
Variation des prêts et avances consentis	-	-	-
Flux net de trésorerie lié aux activités d'investissement	-1 415	-3 344	-4 804
3 -Opérations de financement			
Sommes reçues des actionnaires lors d'augmentation de capital	-	-	-
Décaissements (nets) liés aux opérations sur actions propres	-226	-51	-207
Encaissements liés aux nouveaux emprunts	524	-	6 000
Remboursement d'emprunts	-406	-1 055	-3 126
Intérêts nets versés	-105	-110	-209
Autres flux liés aux opérations de financement	-	-	-
Flux net de trésorerie lié aux activités de financement	-213	-1 216	2 458
Incidence variation des taux de change sur la trésorerie nette	-82	59	41
Variation globale de la trésorerie	-7 341	-6 272	-211
Flux net de trésorerie des activités abandonnées	-	-304	-608
Trésorerie nette au début de l'exercice	12 995	13 814	13 814
Variation de la trésorerie	-7 341	-6 576	-819
Trésorerie nette à la clôture de l'exercice	5 654	7 238	12 995

NOTES ANNEXES AUX ETATS FINANCIERS CONSOLIDES

Préambule

Les états financiers consolidés résumés de la Société au 30 juin 2013 comprennent la Société et ses filiales (l'ensemble constituant le «Groupe ») et les sociétés sur lesquelles le Groupe exerce un contrôle conjoint ou une influence notable.

Ces états financiers intermédiaires consolidés ont été arrêtés par le Conseil d'administration du 16 septembre 2013.

1. PRINCIPES COMPTABLES

1.1. BASE DE PREPARATION

Les comptes consolidés semestriels résumés ont été préparés sur la base du référentiel IFRS (normes et interprétations) tel qu'adopté par l'Union Européenne au 30 juin 2013 à la date de préparation des états financiers. Les états financiers consolidés au 30 juin 2013 résumés sont établis conformément à la norme IAS 34 relative à l'information financière intermédiaire et disponible sur le site http://ec.europa.eu/internal_market/accounting/ias/index_fr.htm. Ils correspondent à des états financiers intermédiaires résumés et ne comprennent pas toute l'information nécessaire aux états financiers annuels complets. Les états financiers consolidés résumés au 30 juin 2013 sont donc à lire de manière conjointe avec les états financiers consolidés du Groupe publiés au 31 décembre 2012.

Les états financiers sont présentés en milliers d'euros arrondis au millier d'euros le plus proche.

1.2. REFERENTIEL DE PRINCIPES COMPTABLES

Les principes comptables appliqués par le Groupe dans les états financiers consolidés résumés au 30 juin 2013 sont identiques à ceux appliqués dans les états financiers consolidés publiés au 31 décembre 2012, à l'exception de l'adoption des changements concernant les principes comptables, interprétations et amendements des normes obligatoires à compter de l'exercice ouvert le 1^{er} janvier 2013.

L'adoption de ces textes n'a pas eu d'impact significatif sur les états financiers du groupe au 30 juin 2013 :

- Amendement IAS 1 – Présentation des autres éléments du résultat global ;
- Amendement IAS 12 – Impôt sur le résultat : impôts différés – recouvrement des actifs sous-jacents ;
- IAS 19 – Avantages au personnel ;
- Amendement IAS 34 – Information financière intermédiaire ;
- IFRS 13 – Evaluation à la juste valeur ;
- Amendement IFRS 7 – Informations à fournir – compensation des actifs et passifs financiers.

L'application de la norme IAS 19 révisée constitue un changement de méthode comptable. Compte tenu de l'impact non significatif, le bilan au 31 décembre 2012 n'a pas été retraité de l'impact de l'application rétrospective de cette norme.

Enfin, les états financiers du groupe au 30 juin 2013 n'intègrent pas les éventuels impacts des normes et interprétations publiées au 30 juin 2013 mais dont l'application n'est obligatoire qu'à compter d'exercices ouverts postérieurement au 1^{er} janvier 2013.

1.3. JUGEMENTS ET ESTIMATIONS DE LA DIRECTION

La préparation des états financiers selon les normes IFRS nécessite de la part de la direction l'exercice du jugement, d'effectuer des estimations et de faire des hypothèses qui ont un impact sur l'application des méthodes comptables et sur les montants des actifs et des passifs, des produits et des charges. Les estimations et les hypothèses sous-jacentes sont réalisées à partir de l'expérience passée et d'autres facteurs considérés comme raisonnables au vu des circonstances. Elles servent ainsi de base à l'exercice du jugement rendu nécessaire à la détermination des valeurs comptables d'actifs et de passifs, qui ne peuvent être obtenues directement à partir d'autres sources. Les valeurs réelles peuvent être différentes des valeurs estimées.

Les estimations et les hypothèses sous-jacentes sont réexaminées de façon continue. L'impact des changements d'estimation comptable est comptabilisé au cours de la période du changement s'il n'affecte que cette période ou au cours de la période du changement et des périodes ultérieures si celles-ci sont également affectées par le changement.

Dans le contexte actuel de forte volatilité des marchés et d'une difficulté certaine à appréhender les perspectives économiques, les estimations comptables concourant à la préparation des états financiers au 30 juin 2013 ont été réalisées sur la base de la meilleure estimation possible par la direction de la société à ce jour de l'avenir prévisible et ont été évaluées dans cadre d'hypothèses prenant en compte les effets d'une crise économique dont la durée serait limitée dans le temps.

2. EVOLUTION DU PERIMETRE DE CONSOLIDATION

Depuis le 31 décembre 2012, le périmètre de consolidation demeure inchangé.

2.1. PERIMETRE DE CONSOLIDATION

Les comptes consolidés au 30 juin 2013 intègrent l'ensemble des sociétés suivantes :

Sociétés	Pays	Méthode consolidation	% de contrôle en 2013	% de contrôle en 2012
MICROPOLE	France	Société mère		
MICROPOLE Paris 1	France	IG	100 %	100 %
MICROPOLE Paris 2	France	IG	100 %	100 %
MICROPOLE Paris 3	France	IG	100 %	100 %
MICROPOLE Paris 4	France	IG	100 %	100 %
MICROPOLE Paris 5	France	IG	100 %	100 %
MICROPOLE Paris 6	France	IG	100 %	100 %
MICROPOLE Paris 7	France	IG	100 %	100 %
MICROPOLE Paris 8	France	IG	100 %	100 %
MICROPOLE Paris 9	France	IG	100 %	100 %
MICROPOLE Atlantique	France	IG	100 %	100 %
MICROPOLE Rhône-Alpes	France	IG	100 %	100 %
MICROPOLE Rhône-Alpes 2	France	IG	100 %	100 %
MICROPOLE Méditerranée	France	IG	100 %	100 %
MICROPOLE Nord	France	IG	100 %	100 %
MICROPOLE Paris 13	France	IG	100 %	100 %
MICROPOLE Management	France	IG	100 %	100 %
MICROPOLE Paris 15	France	IG	100 %	100 %
MICROPOLE Paris 16	France	IG	100 %	100 %
MICROPOLE Paris 18	France	IG	100 %	100 %
MICROPOLE Paris 19	France	IG	100 %	100 %
MICROPOLE Santé	France	IG	100 %	100 %
ISARTIS	France	IG	100 %	100 %
MICROPOLE ERP	France	IG	100 %	100 %
MICROPOLE Suisse	Suisse	IG	100 %	100 %
CROSS Systems Suisse	Suisse	IG	100 %	100 %
MICROPOLE Institut	France	IG	100 %	100 %
OASIS Consultants	Belgique	IG	100 %	100 %
VELIXIS	Belgique	IG	100 %	100 %
Agence WIDE	France	IG	100 %	100 %
EASTEQ China	Hong-Kong	IG	100 %	100 %
MICROPOLE China	R.P. Chine	IG	100 %	100 %
BERYL Management	Suisse	IG	100 %	100 %

IG : Intégration globale

La société néerlandaise Alfa Solutions BV, détenue à 30 % par MICROPOLE Suisse, n'est pas consolidée en raison de l'absence de matérialité des comptes.

Dans le cadre des acquisitions des sociétés Wide et Easteq, le groupe dispose de contrats avec les intérêts minoritaires prévoyant des options croisées (combinaison d'options de ventes et achats) ayant pour effet de transférer immédiatement les risques et avantages associés aux titres concernés. Ces éléments ont donné lieu à comptabilisation d'une acquisition ferme et immédiate des titres sous-jacents avec paiement différé.

3. NOTES RELATIVES AU COMPTE DE RESULTAT

3.1. CHIFFRE D'AFFAIRES

La ventilation du chiffre d'affaires par zone géographique est la suivante :

En milliers d'euros	30/06/2013 6 mois	30/06/2012 6 mois	31/12/2012 12 mois
France	44 166	46 237	89 532
Autres zones géographiques	15 224	14 812	30 057
Total	59 390	61 049	119 589

3.2. CHARGES DE PERSONNEL

En milliers d'euros	30/06/2013 6 mois	30/06/2012 6 mois	31/12/2012 12 mois
Salaires	-26 634	-28 619	-54 614
Charges sociales	-11 932	-11 681	-24 052
Total	-38 566	-40 300	-78 666

3.3. AUTRES PRODUITS ET CHARGES OPERATIONNELS

En milliers d'euros	30/06/2013 6 mois	30/06/2012 6 mois	31/12/2012 12 mois
Dépréciation d'actifs	-	-	-
Perte de valeurs des écarts d'acquisition et/ou variation de la juste valeur des dettes sur compléments de prix ⁽¹⁾	1 127	-	360
Coût d'intégration des sociétés acquises	-60	-175	-492
Autres coûts ⁽²⁾	-1 232	-535	-942
Total	-165	-710	-1 074

⁽¹⁾ Les pertes de valeurs des écarts d'acquisition et les variations de la juste valeur des dettes sur compléments de prix représentent respectivement 721 milliers d'euros et 1 848 milliers d'euros.

⁽²⁾ Les autres coûts correspondent à des charges de restructuration, principalement des indemnités de départ à caractère non récurrents et individuellement significatives.

3.4. IMPOTS SUR LES RESULTATS

En milliers d'euros	30/06/2013 6 mois	30/06/2012 6 mois	31/12/2012 12 mois
Impôts exigibles	-713	-594	-1 080
Impôts différés	0	0	0
Total	-713	-594	-1 080

Depuis 2010, la composante CVAE de la Contribution Economique Territoriale (CET) pour la France est classée en impôt sur le résultat conformément aux pratiques sectorielles.

3.5. RESULTAT PAR ACTION

	30/06/2013	30/06/2012	31/12/2012
Résultat des activités poursuivies par action	0,00	0,04	0,02
Résultat des activités abandonnées par action	0,00	-0,01	-0,02
Résultat net de base par action (en euros)	0,00	0,03	0,00
Résultat utilisé pour le calcul du résultat des activités poursuivies	112	1 065	644
Résultat utilisé pour le calcul du résultat des activités abandonnées	-	-304	-608
Résultat utilisé pour le calcul du résultat de base par action (en milliers d'euros)	112	761	36
Nombre moyen pondéré d'actions ordinaires (en milliers)	25 958	25 958	25 958
Résultat des activités poursuivies dilué par action	0,00	0,03	0,02
Résultat des activités abandonnées dilué par action	0,00	-0,01	-0,02
Résultat net de base par action (en euros)	0,00	0,02	0,00
Résultat utilisé pour le calcul du résultat des activités poursuivies	112	1 065	644
Charges d'intérêts sur dette convertible	-	-	-
Résultat utilisé pour le calcul du résultat des activités abandonnées	-	-304	-608
Autres	-	-	-
Résultat utilisé pour le calcul du résultat de base par action	112	761	36
Nombre moyen d'actions ordinaires utilisé pour le calcul du résultat	25 958	25 958	25 958

	30/06/2013	30/06/2012	31/12/2012
de base par action			
Actions présumées être émises sans contrepartie (plan d'option de souscription d'actions des salariés, dettes convertibles en action,...)	4 822	4 822	4 822
Nombre moyen pondéré d'actions ordinaires utilisé pour le calcul du résultat dilué par action	30 780	30 780	30 780

4. NOTES RELATIVES AU BILAN

4.1. ECARTS D'ACQUISITION

En milliers d'euros	30/06/2013	31/12/2012
Valeur au 1 ^{er} janvier	54 396	51 197
Acquisition de l'exercice	-	2 656
Compléments de prix sur acquisitions antérieurs à l'exercice	-	520
Cessions	-	-
Ecart de conversion	-18	23
Dépréciation	-721	-
Autres	-	-
Valeur fin de période	53 657	54 396

Les principaux écarts d'acquisition par groupe d'UGT se décomposent de la façon suivante :

En milliers d'euros	30/06/2013	31/12/2012
France	38 798	38 798
Autres zones géographiques	14 859	15 598
Total	53 657	54 396

4.2. CLIENTS ET AUTRES DEBITEURS

En milliers d'euros	30/06/2013	31/12/2012
Créances clients	30 622	29 726
Créances affacturées	11 592	11 861
Autres débiteurs	10 807	9 409
Avances et charges constatées d'avance	2 141	1 813
Total créances clients	55 162	52 809
Les créances clients sont présentées nettes des pertes de valeur	-585	-585

4.3. CAPITAUX PROPRES

Au 30 juin 2013, le capital nominal s'élève désormais à 1.297.895,25 euros pour un nombre total d'actions de 25.957.905 actions de 0,05 euros chacune, entièrement libérées.

Le groupe conserve en autocontrôle 1.281.048 actions propres (représentant 4,9% du capital) et 110.091 actions auto-détenues dans le cadre d'un contrat de liquidité confié à un prestataire externe.

4.4. FOURNISSEURS ET AUTRES CREDITEURS

En milliers d'euros	30/06/2013	31/12/2012
Dettes fournisseurs	9 059	10 736
Dettes fiscales et sociales	23 459	24 188
Autres dettes	1 012	813
Dettes sur acquisitions (compléments de prix)	910	1 257
Produits constatés d'avance	5 092	6 054
Total fournisseurs et autres créditeurs	39 532	43 048

4.5. ENDETTEMENT FINANCIER

En milliers d'euros	30/06/2013	31/12/2012
OBSAAR - part à plus d'un an	1 486	1 451
Emprunts à long terme	6 993	7 277
Dettes financières long terme	8 479	8 728
OBSAAR - part à moins d'un an	1 573	1 547
Emprunts à long terme - part à moins d'un an	566	689
Autres dettes financières	568	291
Dettes envers société d'affacturage	10 273	9 748
Dettes financières court terme	12 980	12 275
Endettement financier brut	21 459	21 003

Analyse de l'endettement financier net

En milliers d'euros	30/06/2013	31/12/2012
Trésorerie et équivalents de trésorerie	6 223	13 287
Concours bancaires	-490	-214
Intérêts courus non échus	-78	-77
Trésorerie Nette figurant au tableau de trésorerie	5 655	12 996
OBSAAR	3 059	2 998
Emprunts bancaires	7 559	7 966
Dettes envers société d'affacturage	10 273	9 748
Autres dettes financières à moins d'un an	-	-
Endettement	20 891	20 712
Endettement financier net	15 236	7 716

4.6. INFORMATIONS COMPLEMENTAIRES

4.6.1. Information sectorielle

L'information sectorielle est analysée suivant l'axe géographique pour lequel il existe une mesure de la performance en particulier au niveau des éléments constitutifs du besoin en fonds de roulement et des flux de trésorerie.

En milliers d'euros	30/06/2013			30/06/2012		
	France	Autres pays	Total	France	Autres pays	Total
Chiffre d'affaires	44 166	15 224	59 390	46 237	14 812	61 049
Résultat Net des activités poursuivies	33	79	112	829	236	1 065
Total Bilan	104 873	18 484	123 357	100 947	20 660	121 607

4.6.2. Engagements

Il n'y a pas de modification significative des engagements hors bilan par rapport aux éléments décrits en page 62 du document de référence 2012.

4.6.3. Passifs éventuels

A la date d'arrêté des comptes, il n'existe pas de passif éventuel susceptible d'avoir une influence significative sur l'activité, la situation financière, les résultats et le patrimoine du Groupe.

4.6.4. Evènements postérieurs à la clôture

Néant

III. RAPPORT DES COMMISSAIRES AUX COMPTES SUR L'INFORMATION FINANCIERE SEMESTRIELLE 2013

Aux actionnaires,

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre assemblée générale et en application de l'article L.451-1-2 III du Code monétaire et financier, nous avons procédé à :

- l'examen limité des comptes semestriels consolidés résumés de la société MICROPOLE, relatifs à la période du 1er janvier 2013 au 30 juin 2013, tels qu'ils sont joints au présent rapport ;
- la vérification des informations données dans le rapport semestriel d'activité.

Ces comptes semestriels consolidés résumés ont été établis sous la responsabilité du conseil d'administration. Il nous appartient, sur la base de notre examen limité, d'exprimer notre conclusion sur ces comptes.

I- Conclusion sur les comptes

Nous avons effectué notre examen limité selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Un examen limité consiste essentiellement à s'entretenir avec les membres de la direction en charge des aspects comptables et financiers et à mettre en œuvre des procédures analytiques. Ces travaux sont moins étendus que ceux requis pour un audit effectué selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. En conséquence, l'assurance que les comptes, pris dans leur ensemble, ne comportent pas d'anomalies significatives obtenue dans le cadre d'un examen limité est une assurance modérée, moins élevée que celle obtenue dans le cadre d'un audit.

Sur la base de notre examen limité, nous n'avons pas relevé d'anomalies significatives de nature à remettre en cause la conformité des comptes semestriels consolidés résumés avec la norme IAS 34 – norme du référentiel IFRS tel qu'adopté dans l'Union européenne relative à l'information financière intermédiaire.

II- Vérification spécifique

Nous avons également procédé à la vérification des informations données dans le rapport semestriel d'activité commentant les comptes semestriels consolidés résumés sur lesquels a porté notre examen limité.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur leur sincérité et leur concordance avec les comptes semestriels consolidés résumés.

Paris et Neuilly-sur-Seine, le 24 septembre 2013

Les Commissaires aux Comptes

Grant Thornton

Deloitte & Associés

Olivier BOCHET

Laurent HALFON

IV. DECLARATION DE LA PERSONNE PHYSIQUE RESPONSABLE DU RAPPORT FINANCIER SEMESTRIEL

« J'atteste que, à ma connaissance, les comptes consolidés résumés pour le semestre écoulé sont établis conformément aux normes comptables applicables et donnent une image fidèle du patrimoine, de la situation financière et du résultat de la société et de l'ensemble des entreprises comprises dans la consolidation, et que le rapport semestriel d'activité ci-joint présente un tableau fidèle des événements importants survenus pendant les six premiers mois de l'exercice, de leur incidence sur les comptes, des principales transactions entre parties liées ainsi qu'une description des principaux risques et des principales incertitudes pour les six mois restants de l'exercice. »

Levallois-Perret, le 24 septembre 2013
Monsieur Christian Poyau
Président Directeur Général
de MICROPOLE